



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.153/4
du 11 avril 2018

advies 63.153/4
van 11 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 23 novembre 1993 relatif
aux enquêtes publiques et aux
mesures particulières de
publicité en matière
d'urbanisme et
d'environnement'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
23 november 1993 betreffende
de openbare onderzoeken en de
speciale regelen van
openbaarmaking inzake
stedenbouw en leefmilieu'

Le 13 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 avril 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 avril 2018.

*

Op 13 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 april 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Comme l'indique le préambule, le projet d'arrêté tend à modifier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 'relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement' en vue de tenir compte des modifications qui ont été apportées au Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après, en abrégé, le « CoBAT ») par l'ordonnance du 30 novembre 2017 'réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes'.

L'attention est attirée sur le fait qu'en l'état, le projet d'arrêté ne contient pas toutes les dispositions que le CoBAT, tel qu'il a été modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017, charge spécifiquement le Gouvernement de prendre pour régler les matières auxquelles se rapporte le projet d'arrêté.

Ainsi, il est en défaut :

1^o d'arrêter, comme le requièrent l'article 18, § 4, alinéa 3, l'article 25, § 4, alinéa 3, l'article 30/5, § 1^{er}, alinéa 3, et l'article 89/3, § 1^{er}, alinéa 3, du CoBAT, les modalités selon lesquelles les enquêtes publiques portant sur les projets de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol, de plan d'aménagement directeur et de règlement régional d'urbanisme doivent être annoncées dans le *Moniteur belge*, dans plusieurs journaux de langue française et de langue néerlandaise diffusés dans la Région, et sur le site internet de la Région ;

2^o d'arrêter, comme le requièrent l'article 34, § 3, alinéa 2, et l'article 48, § 2, alinéa 2, du CoBAT, les modalités selon lesquelles les enquêtes publiques portant sur les projets de plan communal de développement et de plan particulier d'affectation du sol doivent être annoncées dans le *Moniteur belge* et dans plusieurs journaux de langue française et de langue néerlandaise diffusés dans la Région ;

3^o et de déterminer, comme le requièrent l'article 18, § 4, alinéa 5, l'article 25, § 4, alinéa 5, l'article 30/5, § 1^{er}, alinéa 5, l'article 34, § 3, alinéa 4, l'article 48, § 2, alinéa 4, et l'article 89/3, § 1^{er}, alinéa 5, du CoBAT, les modalités de dépôt et d'envoi, dans le délai d'enquête, des réclamations et observations sur les projets de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol, de plan d'aménagement directeur, de plan communal de développement, de plan particulier d'affectation du sol et de règlement régional d'urbanisme.

Le projet d'arrêté doit être complété sur ces points.

À cette occasion, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, eu égard à l'objet et au contenu des dispositions à prendre sur les divers points évoqués, l'arrêté en projet ne doit pas être considéré comme ayant une incidence notable sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale. Dans l'affirmative, conformément à l'article 7, alinéa 2, du CoBAT, le Gouvernement sollicitera l'avis de la Commission régionale de développement.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

« [c]haque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Or le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation et le préambule ne la vise pas.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire et il en sera fait mention au préambule ¹.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les articles 72 et 92 du CoBAT ne confèrent pas de fondement légal, au projet d'arrêté.

Aussi, dans l'alinéa 1^{er}, la mention de ces dispositions sera omise.

2. Le visa des dispositions procurant un fondement légal aux arrêtés d'exécution doit mentionner les modifications encore en vigueur que chacune de ces dispositions a subies ².

¹ Voir par exemple l'avis n° 62.989/4 donné le 14 mars 2018 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 'modifiant l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2002 fixant la liste des travaux insalubres, incommodes, pénibles ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, qui justifient l'octroi d'une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62989.pdf>.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27 et formule F 3-2-2.

Il y a donc lieu de rédiger l'alinéa 1^{er} comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, les articles 6, 18 et 25, modifiés par l'ordonnance du 30 novembre 2017, 30/5, inséré par la même ordonnance, 34 et 48, modifiés par la même ordonnance, et 89/3, inséré par la même ordonnance ; ».

DISPOSITIF

Article 4

L'article 9 en projet tend à régler l'annonce par voie radiophonique, dans les programmes radiodiffusés de la Radio-Télévision Belge de la Communauté française et de la Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie, des enquêtes publiques qui portent sur les projets de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol, de plan d'aménagement directeur et de règlement régional d'urbanisme applicable sur l'ensemble du territoire régional.

Le CoBAT prévoit de manière expresse et spécifique que les enquêtes publiques qui portent sur un projet de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol ou de règlement régional d'urbanisme applicable sur l'ensemble du territoire régional doivent être annoncées par un communiqué diffusé par voie radiophonique ³.

Par contre, il n'en va pas de même des enquêtes publiques relatives à un projet de plan d'aménagement directeur ⁴.

La note aux membres du Gouvernement explique qu'en ce qu'il prescrit et règle l'annonce par voie radiophonique des enquêtes publiques qui portent sur un projet de plan d'aménagement directeur, le projet d'arrêté trouve son fondement légal dans la disposition qui, à l'article 6, alinéa 2, du CoBAT, permet au Gouvernement de décider de toutes formes supplémentaires de publicité.

Ce point de vue ne peut être suivi.

Il convient à cet égard de rappeler que, selon la Cour constitutionnelle, eu égard à la compétence des Communautés en matière de radiodiffusion ⁵, une région ne peut justifier sa compétence d'annoncer par voie radiophonique ou télévisée une enquête publique sur un projet de décision dans la sphère des compétences régionales qu'en recourant au pouvoir que l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' reconnaît au législateur régional d'adopter des dispositions relatives à des matières pour lesquelles il n'est pas compétent, si ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de sa compétence. Dans l'affaire dont elle était saisie, la Cour a déclaré que le législateur régional bruxellois n'avait pas pu estimer nécessaire d'informer le public par voie radiophonique et télévisée en ce qui concerne une enquête relative à un projet

³ Voir l'article 18, § 4, alinéa 3, l'article 25, § 4, alinéa 3, et l'article 89/3, § 1^{er}, alinéa 3, du CoBAT.

⁴ L'article 30/5, § 1^{er}, alinéa 3, du CoBAT, qui énumère les modes d'annonce de ces enquêtes, ne fait pas mention de l'annonce par voie radiophonique.

⁵ Voir l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

de plan ou de règlement communal d'urbanisme, et ce pour le motif qu'« [i]l n'est [...] pas nécessaire d'informer un public aussi vaste que celui des radios et des télévisions qui ne se limitent pas à une audience purement locale ». Par contre, elle a considéré qu'en raison de l'importance des plans et règlements régionaux d'urbanisme, le législateur régional bruxellois avait raisonnablement pu estimer nécessaire de garantir, par cette voie, une publicité plus large aux enquêtes publiques se rapportant aux projets de ces plans et règlements régionaux ⁶.

En l'espèce, il résulte des articles 30/1 et suivants du CoBAT que, même s'il n'est appelé à couvrir qu'une partie du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, le plan d'aménagement directeur est incontestablement un instrument régional.

Il peut donc être jugé nécessaire, au sens de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, d'annoncer l'enquête publique relative au projet d'un tel plan par la voie qu'envisage le texte en projet.

Toutefois, comme le fait apparaître le texte même de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, c'est au législateur régional qu'il incombe de décider, à tout le moins, du principe du recours à cette dernière disposition.

En l'occurrence, force est de constater que, comme indiqué plus haut, à la différence de ce qu'il a prévu dans les dispositions relatives aux enquêtes publiques qui portent sur un projet de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol ou de règlement régional d'urbanisme applicable sur l'ensemble du territoire régional, le législateur régional bruxellois n'a pas fait mention de la diffusion par voie radiophonique comme étant l'un des modes d'annonce d'une enquête se rapportant à un projet de plan d'aménagement directeur ⁷.

Aussi, le Gouvernement ne peut se fonder sur une disposition législative qui, tel l'article 6, alinéa 2, du CoBAT, ne prévoit pas expressément ce mode d'annonce, pour prescrire et régler son application en cas d'enquête relative à un projet de plan d'aménagement directeur.

En conclusion, dans l'article 9 en projet, en l'état du CoBAT, les mots « de plan d'aménagement directeur » doivent être omis.

⁶ Arrêt n° 73/97 du 25 novembre 1997. Cet arrêt fait suite à une question préjudicielle posée par le Conseil d'État. Sur les suites de l'arrêt de la Cour, voir l'arrêt du Conseil d'État Vlaamse Radio- en Televisieomroep, n° 120.298 du 10 juin 2003.

⁷ Cette différence peut difficilement être considérée comme involontaire. À cet égard, les travaux préparatoires de l'ordonnance du 30 novembre 2017 font apparaître que, si le législateur a entendu calquer la procédure d'adoption des plans d'aménagement directeurs sur celle qui s'applique aux autres instruments régionaux d'urbanisme et d'aménagement du territoire, c'est cependant « moyennant quelques adaptations justifiées par la portée plus restreinte des PAD » (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2016-2017, n° A-451/1, p. 38). L'absence de disposition prévoyant l'annonce par voie radiophonique des enquêtes publiques portant sur un projet de plan d'aménagement directeur constitue manifestement l'une de ces adaptations.

Article 7

Les deux nouvelles annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 seront intégrées dans le dispositif même de l'arrêté en projet⁸.

À cette fin, le dispositif contiendra en l'espèce deux articles distincts, le premier pour remplacer l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993, et le second pour insérer la nouvelle annexe 3 de cet arrêté et prévoir l'obligation de se conformer à son contenu.

Article 8

Selon l'article à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Or, dès lors que l'arrêté en projet tend à exécuter des dispositions du CoBAT modifiées ou insérées par l'ordonnance du 30 novembre 2017, il s'indiquerait qu'il entre en vigueur le même jour que les dispositions de cette ordonnance qui ont procédé auxdites modifications ou insertions, à savoir le dixième jour qui suivra la publication de l'ordonnance du 30 novembre 2017 au *Moniteur belge*⁹.

À défaut de disposition contraire, un arrêté du Gouvernement entre en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge*¹⁰.

Aussi, si l'arrêté en projet est publié au *Moniteur belge* à la même date que l'ordonnance du 30 novembre 2017, il entrera également en vigueur, sauf disposition contraire, à cette même date.

Par conséquent, mieux vaut omettre l'article à l'examen et veiller à publier l'arrêté au *Moniteur belge* à la même date que l'ordonnance du 30 novembre 2017.

ANNEXES

1. La commission de concertation n'est pas appelée à donner un avis sur un projet de plan communal de développement ni sur un projet de règlement régional d'urbanisme.

Aussi, comme en a convenu le délégué du Ministre-Président, dans la note de bas de page n° 7 de l'annexe 1 en projet, il faut omettre le premier et le troisième tirets.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 174.

⁹ Conformément à l'article 343, alinéa 1^{er}, 1°, b), de ladite ordonnance.

¹⁰ Ceci en application de l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

2. Comme l'indique la note aux membres du Gouvernement, l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 reste inchangée.

Aussi, cette annexe ne doit pas figurer dans l'arrêté en projet.

3. À lire l'annexe 3 en projet, celle-ci a uniquement pour objet d'établir le modèle de procès-verbal de clôture d'une enquête publique organisée par une commune sur un projet de plan régional.

Or, il résulte des explications du délégué du Ministre-Président que l'intention des auteurs est d'établir un modèle de procès-verbal de clôture d'une enquête publique applicable à toutes les enquêtes publiques organisées en application du CoBAT.

L'annexe 3 en projet sera revue en conséquence.

4. Il y a lieu de prévoir une version néerlandaise des annexes.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals vermeld in de aanhef, strekt het ontwerpbesluit tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 ‘betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu’ teneinde rekening te houden met de wijzigingen die aangebracht zijn in het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als “BWRO”) bij de ordonnantie van 30 november 2017 ‘tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen’.

De aandacht wordt gevestigd op het feit dat het ontwerpbesluit in zijn huidige versie niet alle bepalingen bevat die de regering volgens het BWRO, zoals dat is gewijzigd bij de ordonnantie du 30 november 2017, specifiek moet vaststellen om de aangelegenheden te regelen waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft.

Zo worden daarin niet:

1° zoals vereist bij artikel 18, § 4, derde lid, artikel 25, § 4, derde lid, artikel 30/5, § 1, derde lid, en artikel 89/3, § 1, derde lid, van het BWRO, de nadere regels vastgesteld volgens welke de openbare onderzoeken met betrekking tot de ontwerpen van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijk bestemmingsplan, van richtplan van aanleg en van gewestelijke stedenbouwkundige verordening aangekondigd moeten worden in het *Belgisch Staatsblad*, in verschillende Nederlandstalige en Franstalige dagbladen die in het Gewest worden verspreid en op de website van het Gewest;

2° zoals vereist bij artikel 34, § 3, tweede lid, en artikel 48, § 2, tweede lid, van het BWRO, de nadere regels vastgesteld volgens welke de openbare onderzoeken met betrekking tot de ontwerpen van gemeentelijk ontwikkelingsplan en van bijzonder bestemmingsplan aangekondigd moeten worden in het *Belgisch Staatsblad* en in verschillende Nederlandstalige en Franstalige dagbladen die in het Gewest worden verspreid;

3° zoals vereist bij artikel 18, § 4, vijfde lid, artikel 25, § 4, vijfde lid, artikel 30/5, § 1, vijfde lid, artikel 34, § 3, vierde lid, artikel 48, § 2, vierde lid, en artikel 89/3, § 1, vijfde lid, van het BWRO, de nadere regels bepaald voor de indiening en verzending, binnen de termijn van het onderzoek, van de bezwaren en opmerkingen over de ontwerpen van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijk bestemmingsplan, van richtplan van aanleg, van gemeentelijk

ontwikkelingsplan, van bijzonder bestemmingsplan en van gewestelijke stedenbouwkundige verordening.

Het ontwerpbesluit moet op die punten aangevuld worden.

Bij die gelegenheid dient de regering te oordelen of, gelet op de strekking en de inhoud van de bepalingen die in verband met de verscheidene aangehaalde punten moeten worden vastgesteld, het ontwerpbesluit een aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Indien dat het geval is, moet de regering, overeenkomstig artikel 7, tweede lid, van het BWRO, het advies inwinnen van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt:

“Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van handistreaming. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie en in de aanhef wordt er niet naar verwezen.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste vervuld wordt en moet een verwijzing ernaar opnemen in de aanhef.¹

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De artikelen 72 en 92 van het BWRO bieden geen rechtsgrond voor het ontwerpbesluit.

De verwijzing naar die bepalingen in het eerste lid moet dan ook weggelaten worden.

¹ Zie bijvoorbeeld advies 62.989/4, op 14 maart 2018 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 23 juli 2002, tot vaststelling van de lijst van ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die gevoelens van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn, die de toekenning van een vaste uurtoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtvaardigen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62989.pdf>.

2. In de verwijzing naar de bepalingen die rechtsgrond bieden voor de uitvoeringsbesluiten, moet melding gemaakt worden van de nog geldende wijzigingen die elk van die bepalingen heeft ondergaan.²

Het eerste lid dient bijgevolg gesteld te worden als volgt:

“Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, de artikelen 6, 18 en 25, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017, 30/5, ingevoegd bij dezelfde ordonnantie, 34 en 48, gewijzigd bij dezelfde ordonnantie, en 89/3, ingevoegd bij dezelfde ordonnantie;”.

DISPOSITIEF

Artikel 4

Het ontworpen artikel 9 strekt tot regeling van de aankondiging op de radio in de radio-programma's van de Radio-Télévision Belge de la Communauté française en de Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie van de openbare onderzoeken inzake de ontwerpen van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijk bestemmingsplan, van richtplan van aanleg en van gewestelijke stedenbouwkundige verordening, toepasselijk op het volledige grondgebied van het gewest.

In het BWRO wordt uitdrukkelijk en specifiek bepaald dat de openbare onderzoeken die betrekking hebben op een ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijk bestemmingsplan of van gewestelijke stedenbouwkundige verordening, toepasselijk op het volledige grondgebied van het gewest, aangekondigd moeten worden door een mededeling via de radio.³

Dat is daarentegen niet zo voor de openbare onderzoeken in verband met een ontwerp van richtplan van aanleg.⁴

In de nota aan de leden van de regering wordt uitgelegd dat de rechtsgrond van het ontwerpbesluit, in zoverre dat voorschrijft en regelt dat de openbare onderzoeken die betrekking hebben op een ontwerp van richtplan van aanleg via de radio worden meegedeeld, berust in de bepaling die, in artikel 6, tweede lid, van het BWRO, de regering in staat stelt te beslissen over alle extra vormen van openbaarmaking.

Dat standpunt kan niet gevolgd worden.

In dat opzicht dient herinnerd te worden aan de lering van het Grondwettelijk Hof dat, gelet op de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake radio-omroep,⁵ een gewest zich

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27 en formule F 3-2-2.

³ Zie artikel 18, § 4, derde lid, artikel 25, § 4, derde lid, en artikel 89/3, § 1, derde lid, van het BWRO.

⁴ Artikel 30/5, § 1, derde lid, van het BWRO, waarin de wijzen worden opgesomd waarop die onderzoeken moeten worden aangekondigd, maakt geen gewag van een mededeling via de radio.

⁵ Zie artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

alleen kan beroepen op zijn bevoegdheid om via radio of televisie een openbaar onderzoek over een ontwerp van beslissing binnen de sfeer van de gewestelijke bevoegdheden aan te kondigen door gebruik te maken van de bevoegdheid die bij artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ aan de gewestwetgever verleend wordt om bepalingen aan te nemen in verband met aangelegenheden waarvoor hij niet bevoegd is, als die bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheid. Het Hof heeft in de zaak die hem is voorgelegd, verklaard dat de ordonnantiegever het niet noodzakelijk had kunnen achten het publiek via radio en televisie in te lichten over een onderzoek in verband met een ontwerp van gemeentelijk plan of van gemeentelijke stedenbouwkundige verordening, en wel om reden dat het “niet noodzakelijk [is] een dermate ruim publiek in te lichten als dat van radio en televisie, die zich niet tot een louter lokaal publiek richten”. Het Hof heeft daarentegen wel geoordeeld dat de ordonnantiegever vanwege het belang van de gewestelijke stedenbouwkundige plannen en verordeningen, redelijkerwijs heeft kunnen oordelen dat het noodzakelijk was via die weg een ruimere openbaarheid te waarborgen voor de openbare onderzoeken die betrekking hebben op de ontwerpen van die gewestelijke plannen en verordeningen.⁶

In casu volgt uit de artikelen 30/1 en volgende van het BWRO dat het richtplan van aanleg, zelfs indien het slechts een deel van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet dekken, ontegensprekelijk een gewestelijk instrument is.

Het kan dus noodzakelijk worden geacht, in de zin van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, het openbaar onderzoek in verband met het ontwerp van een dergelijk plan aan te kondigen via de in de ontworpen tekst beoogde weg.

Zoals naar voren komt uit de tekst zelf van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, staat het evenwel aan de gewestwetgever om, op zijn minst, te beslissen over het principe van de gebruikmaking van die laatste bepaling.

In casu dient vastgesteld te worden dat, zoals hierboven vermeld de ordonnantiegever geen gewag heeft gemaakt van de radiomededeling als één van de aankondigingswijzen van een onderzoek aangaande een ontwerp van richtplan van aanleg, in tegenstelling tot wat vastgelegd is in de bepalingen inzake de openbare onderzoeken met betrekking tot een ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijke bestemmingsplan of van gewestelijke stedenbouwkundige verordening, toepasselijk op het volledige grondgebied van het gewest.⁷

⁶ Arrest 73/97 van 25 november 1997. Dat arrest volgt op een prejudiciële vraag vanwege de Raad van State. Over de gevolgen van het arrest van het Hof, zie arrest 120.298 van 10 juni 2003 van de Raad van State, Vlaamse Radio- en Televisieomroep.

⁷ Dat verschil kan bezwaarlijk als ongewild beschouwd worden. In dat opzicht blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 30 november 2017 dat hoewel de ordonnantiegever de goedkeuringsprocedure inzake de richtplannen van aanleg heeft willen baseren op die welke toepasselijk is op de andere gewestelijke instrumenten inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening, hij dat evenwel gedaan heeft “mits enkele aanpassingen die zijn gerechtvaardigd door de beperktere reikwijdte van de RPA’s” (*Parl.St.* Br. Parl., 2016-17, nr. A-451/1, 38). Het ontbreken van een bepaling die voorziet in een mededeling via de radio van de openbare onderzoeken met betrekking tot een ontwerp van richtplan van aanleg, vormt klaarblijkelijk één van die aanpassingen.

De regering mag zich dan ook niet baseren op een ordonnantie bepaling die, zoals artikel 6, tweede lid, van het BWRO, niet uitdrukkelijk voorziet in die aankondigingswijze, om de toepassing ervan voor te schrijven en te regelen in geval van een onderzoek met betrekking tot een ontwerp van richtplan van aanleg.

De conclusie is dan ook dat, bij de huidige stand van het BWRO, in het ontworpen artikel 9 de woorden “richtplan van aanleg” weggelaten moeten worden.

Artikel 7

De twee nieuwe bijlagen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 moeten worden opgenomen in het dispositief zelf van het ontwerpbesluit.⁸

Daartoe moet het dispositief *in casu* twee afzonderlijke artikelen bevatten, het eerste ter vervanging van bijlage 1 bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993, en het tweede ter invoeging van de nieuwe bijlage 3 bij dat besluit en ter opname van de verplichting voor de adressaten om zich te schikken naar de inhoud ervan.

Artikel 8

Luidens het voorliggende artikel moet het ontwerpbesluit in werking treden op de dag nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Aangezien het ontwerpbesluit strekt tot uitvoering van de bepalingen van het BWRO die gewijzigd of ingevoegd zijn bij de ordonnantie van 30 november 2017, verdient het evenwel aanbeveling het in werking te laten treden op dezelfde dag als de bepalingen van die ordonnantie waarbij die wijzigingen of invoegingen geschied zijn, te weten de tiende dag volgend op de bekendmaking van de ordonnantie van 30 november 2017 in het *Belgisch Staatsblad*.⁹

Bij ontstentenis van een andersluidende bepaling treedt een besluit van de regering in werking op de tiende dag volgend op de dag van de bekendmaking van dat besluit in het *Belgisch Staatsblad*.¹⁰

Als het ontwerpbesluit bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad* op dezelfde datum als de ordonnantie van 30 november 2017, zal het dan ook, behoudens andersluidende bepaling, op diezelfde dag [in werking treden].

Bijgevolg verdient het aanbeveling om het voorliggende artikel weg te laten en ervoor te zorgen dat het besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op dezelfde dag als de ordonnantie van 30 november 2017.

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 174.

⁹ Overeenkomstig artikel 343, eerste lid, 1°, b), van die ordonnantie.

¹⁰ Met toepassing van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

BIJLAGEN

1. De overlegcommissie wordt niet geacht een advies te geven over een ontwerp van gemeentelijk ontwikkelingsplan noch over een ontwerp van gewestelijke stedenbouwkundige verordening.

De gemachtigde van de minister-president is het er dan ook mee eens dat in voetnoot 7 van de ontworpen bijlage 1 het eerste en het derde streepje weggelaten dienen te worden.

2. Zoals vermeld in de nota aan de leden van de regering blijft bijlage 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 ongewijzigd.

Die bijlage dient dan ook niet te worden opgenomen in het ontwerpbesluit.

3. Uit de lezing van de ontworpen bijlage 3 blijkt dat die louter strekt tot vaststelling van het model van proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek dat door een gemeente georganiseerd wordt over een ontwerp van gewestelijk plan.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de minister-president komt evenwel naar voren dat het in de bedoeling ligt van de stellers om een model van proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek op te stellen dat toepasselijk is op alle openbare onderzoeken die met toepassing van het BWRO georganiseerd worden.

Bijlage 3 moet dienovereenkomstig herzien worden.

4. Er moet in een Nederlandse tekst van de bijlagen worden voorzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT